

Conférence de presse du Président de la République à l'issue du Conseil européen.

Emmanuel MACRON

Bonsoir mesdames et messieurs.

Merci beaucoup de votre présence à l'issue de ce Conseil européen. Nous venons de conclure des discussions sur plusieurs sujets. Je vais vous en rendre compte avant de répondre à vos questions.

D'abord, nous avons ce matin évoqué la situation en Ukraine en présence du président Zelensky. J'ai pu ensuite m'entretenir avec lui en bilatéral. Nous avons, de manière unanime, réaffirmé notre soutien indéfectible à l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. L'objectif que nous partageons, et nous le partageons avec les États-Unis d'Amérique, est de mettre un terme aux combats sans délai. Et à cet égard, il doit être clair que toute négociation sur un cessez-le-feu et une paix en Ukraine devra se tenir en présence de l'Ukraine, que les Européens devront être associés dès lors que la sécurité de notre continent serait évoquée. Et très clairement, je le redis ici, notre volonté à tous est d'avoir une paix robuste et durable, comme nous l'avons réaffirmé depuis le début.

À ce titre, les annonces récentes du Président Trump vont, à nos yeux, dans la bonne direction, qui ont permis de dire très clairement la réalité de la situation, c'est-à-dire une Russie qui ne souhaite pas de manière véritable la paix, et ont permis de resynchroniser l'agenda européen et américain sur la question ukrainienne. Nous avons tous partagé aujourd'hui également, dans nos conclusions, notre volonté de poursuivre le soutien financier immédiat et de long terme à l'Ukraine comme étant notre priorité, et nous avons donc donné mandat à la Commission de travailler en lien avec aussi nos ministres et nos trésors, sur les différentes modalités techniques pour financer cet effort. Vous savez qu'il y avait plusieurs propositions qui avaient été faites avec des débats, et on pourra y revenir s'il y a des questions autour du respect du droit international auquel nous tenons et du partage du risque sur des propositions qui avaient été faites par la Commission. Les clarifications techniques n'ont pas permis aujourd'hui de parachever cet édifice. Néanmoins, la volonté a été très clairement réaffirmée. Le mandat a été donné à la Commission pour qu'on puisse avoir un accord final au mois de décembre. Et donc, une enveloppe significative de ce soutien pour les années 2026-2027 à l'Ukraine sera dédiée au soutien militaire, avec des critères stricts liés à la préférence européenne, et aussi afin d'intégrer davantage des bases industrielles de défense ukrainienne et européenne.

Le soutien civil devra aussi être lié à l'accélération des réformes sur le chemin européen de l'Ukraine, à la transparence financière et à la consolidation de l'État de droit. En même temps que nous avons réaffirmé notre volonté d'aider l'Ukraine, nous avons aussi redit la nécessité d'exercer une pression maximale sur la Russie à travers les sanctions, et je me félicite de l'adoption du 19e paquet de sanctions qui permettra, entre autres, d'interdire totalement toute transaction liée au GNL russe, achat, importation et transfert, à partir du 1er janvier 2027, et de mieux lutter aussi contre les contournements. Ce paquet de sanctions, travaillé depuis plusieurs semaines, comme vous le savez, arrive en même temps que des sanctions américaines, qui ont été confirmées ces dernières heures, et qui viennent frapper les principaux exportateurs de pétrole russe, et donc des sources de financement de l'effort de guerre russe de manière inédite, avec des décisions très fortes qui ont été prises et qui activent l'OFAC en Amérique. Ça, c'est pour la question ukrainienne. Je reviendrai évidemment sur ces questions.

J'ai pu m'entretenir, je le disais, avec le Président Zelensky, et nous tiendrons demain après-midi une réunion de la Coalition des volontaires que nous coprésiderons avec le Premier ministre Starmer, et qui permettra de revenir sur les efforts concrets, avec nos chefs d'état-major britanniques et français, de faire un point sur les planifications en cours et également sur la coordination de nos actions pour lutter contre la flotte fantôme qui est, comme vous le savez, l'une des sources de financement de l'effort de guerre russe.

Le deuxième sujet international que nous avons évoqué, c'est la situation au Proche-Orient. Nous l'avons évoqué cet après-midi, reflété dans nos conclusions. Nous l'avons fait hier lors du dîner avec le Président Sissi, à l'issue du sommet qu'il avait tenu avec le Président et la Présidente. J'ai pu m'entretenir ensuite longuement hier soir avec le Président Sissi à l'issue de notre échange. Nous avons pu saluer le rôle de l'Égypte dans son rôle au sein des négociations, évidemment le sommet de Charm el-Cheikh, mais au fond, le sujet est très clair en la matière et notre détermination est entière de permettre la mise en œuvre du plan de paix américain et de prendre en compte les priorités qui sont les nôtres et qui avaient été exprimées dès juillet dernier, lors de la déclaration de New York, adoptée, je le rappelle, par 142 États, et en particulier l'intégralité des États arabes de la région. Les priorités qui sont les nôtres, c'est évidemment le plein respect du cessez-le-feu par toutes les parties prenantes, et en particulier le Hamas, qui a continué de mener des actions non conformes à ses engagements. C'est la reprise de l'aide humanitaire qui, aujourd'hui n'est pas pleinement effective, avec un maximum de 300 camions par jour, ce qui est très loin des besoins requis, et donc que l'ensemble des humanitaires puissent reprendre le travail.

C'est ensuite l'établissement d'une gouvernance propre à Gaza, avec un rôle des Palestiniens et de l'autorité palestinienne dans ce processus qui soit pleinement reconnu, le déploiement de forces de sécurité intérieure et de forces de police que nous sommes prêts à former davantage, et l'établissement d'une force internationale de stabilisation mandatée par le Conseil de sécurité des Nations unies. À ce titre, l'Union européenne a un rôle important à jouer et nous avons collectivement manifesté notre disponibilité en la matière, notamment avec le déploiement des missions d'EUBAM Rafah pour sécuriser les points de passage de Rafah, et le renforcement aussi de nos missions en matière de formation de la police palestinienne pour qu'elle soit redéployée rapidement à Gaza. Dans ce contexte, nous travaillons avec nos partenaires britanniques et avec aussi tous les partenaires de la région pour finaliser un projet de résolution, qui est le cadre indispensable qui permettra de structurer ces efforts et de suivre la mise en œuvre du plan de paix américain. Là aussi, je pourrais revenir sur toutes les questions éventuelles. Je suis forcément lacunaire dans un propos de résumé. Le troisième grand sujet que nous avons évoqué lors de ce sommet est celui de la défense européenne. L'Europe avance dans la construction de son autonomie stratégique, avec le soutien concret à son industrie de défense, pour atteindre l'objectif que nous poursuivons tous qui est, d'ici 2030, de combler nos lacunes capacitaires critiques, en particulier dans les 9 domaines prioritaires identifiés au Conseil européen extraordinaire du 6 mars dernier et dans le Livre blanc.

Au sein des travaux coordonnés par l'Agence européenne de défense, nous avons redit que nous étions prêts à assurer le pilotage en tant que nations cadres, avec d'autres États membres lorsque c'est possible, de coalitions capacitaires dans plusieurs domaines : défense aérienne et antimissiles, systèmes d'artillerie, munitions et missiles, facilitateurs stratégiques, espace et là aussi, je ne suis pas exhaustif. Dans chacun de ces domaines, nous devons démontrer la valeur ajoutée européenne des capacités en cours de développement en pleine cohérence avec l'OTAN, et les initiatives phares proposées devront répondre aux besoins de nos armées et être adaptables à l'évolution des menaces.

Et en lien avec la feuille de route pour la défense européenne à horizon 2030, que nous avons finalisée il y a maintenant un peu plus de 3 ans, nous proposons de nous mobiliser en particulier sur le renforcement de nos capacités en matière de défense aérienne et antimissiles, dont la guerre en Ukraine a montré la nécessité. Pour financer ces initiatives, nous pourrions nous appuyer sur les instruments européens disponibles désormais, l'instrument SAFE, que nous avons finalisé et dans lequel d'ailleurs la France s'inscrit avec plusieurs autres, mais aussi le programme EDIP, pour lequel l'accord a été trouvé entre le Conseil et le Parlement européen, ce qui est une avancée importante. Ces instruments permettront de renforcer notre base industrielle et technologique de défense européenne en organisant et en consacrant, ce qui a été, vous le savez, l'objet de beaucoup de discussions, une préférence européenne qui doit s'appliquer à tous nos dispositifs de financement, y compris ceux de la BEU. Et nous tenons beaucoup à cette préférence européenne, non pas pour que ce soit une exclusivité, mais parce qu'il y a déjà beaucoup de programmes qui permettent de mobiliser des financements européens ou des financements nationaux pour des capacités non européennes, mais il est essentiel, quand on parle d'innovation et de capacité pour notre défense, si on veut combler nos déficits capacitaires, d'avoir cette référence européenne. C'est ce qui vient corriger des biais qui existaient depuis trop longtemps dans notre organisation.

Sur ce sujet, enfin, la gouvernance restera assurée par le Conseil européen, conformément aux compétences consacrées par nos traités, pour le suivi de nos priorités capacitaires et industrielles et sur la base des travaux d'état-major de l'UE et de l'Agence européenne de défense, et de nos ministres de la Défense.

Donc, nous sommes aussi en train de consacrer une culture nouvelle entre nos ministres de la Défense, qui seront amenés à se réunir de manière beaucoup plus régulière ensemble pour discuter de ces sujets. Là-dessus, c'est le fruit, vous le savez, de plusieurs mois de travail, mais nous avons bâti maintenant les instruments, la gouvernance et les axes pour avancer. Maintenant, la clé, c'est d'animer ces coalitions capacitaires, de mobiliser les États acheteurs pour donner de la visibilité aux industriels et de stimuler la production pour qu'on produise davantage et plus vite en Europe. Enfin, on a tout un volet d'innovation qui est aussi prévu dans le cadre des financements. Et là-dessus, je souhaite qu'il repose vraiment sur les capacités technologiques et que nous assumions d'avoir un financement sur les besoins capacitaires qui sont les nôtres en termes d'innovation et en privilégiant des projets et en abandonnant notre vieille habitude, là aussi, du retour géographique qui crée par trop de l'inefficacité.

L'autre grand sujet de discussion de ce Conseil a été la compétitivité avec, vous le savez, des discussions qui sont menées sur la base des rapports Letta et Draghi depuis des mois, un agenda que nous connaissons maintenant et qui est parfaitement scandé. Sur la compétitivité, je vous en ai plusieurs fois parlé déjà, on a un sujet de mise en œuvre. On connaît les différents volets compétitifs, la simplification de beaucoup de nos règles, et à cet égard, l'échec du vote hier au Parlement pour accélérer le processus doit faire l'objet d'un travail repris de manière apaisée et doit être resoumis en novembre. En tout cas, c'est ce que nous soutenons, parce qu'on doit réussir à créer le consensus sur la nécessité de simplifier et d'harmoniser nos règles pour resynchroniser notre Europe avec le reste du monde. On a aussi un agenda d'approfondissement du marché unique pour avoir une Europe beaucoup plus efficace dans tous les domaines, de l'énergie aux télécommunications en passant par la finance, et donc de simplification de nos règles. À ce titre, le 28e régime que propose la Commission est évidemment très important. On a évidemment un agenda d'innovation. On doit assumer de financer davantage l'innovation de rupture, d'aller beaucoup plus vite et beaucoup plus fort, et de les financer. Ça devra se refléter dans nos priorités budgétaires à venir. Et à ce titre, l'union des marchés de capitaux est évidemment un chantier essentiel sur lequel nous avons réaffirmé notre volonté d'aller de l'avant. Mais il y a une accélération du monde ces derniers mois qui est tout à fait perceptible.

Elle vient au fond des deux côtés. D'un côté, des États-Unis d'Amérique qui sont beaucoup plus agressifs : des tarifs qui sont mis sur nous, des secteurs qui sont aussi revisités, sur lesquels il y a une pression croissante, la pharmacie ou le numérique, et aussi un rapport et une évolution du change entre l'euro et le dollar qui est, en quelque sorte, double. Et ceci pèse sur notre compétitivité de prix et sur beaucoup de secteurs, nonobstant le fait que les tarifs américains viennent complètement rediriger des flux d'Asie du Sud-Est ou d'ailleurs sur le marché européen, montrant aussi des effets indirects.

Et la deuxième chose, c'est l'accélération d'une tendance qu'on voit depuis la sortie du covid. C'est une économie chinoise qui produit beaucoup, qui a investi beaucoup, qui est dans une logique de dumping assumé, qui ajuste le déséquilibre qu'elle a entre son marché domestique et sa production domestique en déployant des volumes massivement sur beaucoup d'autres économies, en particulier l'Allemagne, avec des déstabilisations massives, et en plus de cela, des effets de change.

Face à ça, cela repriorise ce qu'il y a plusieurs années, j'avais appelé à La Haye l'importance de la sécurité économique et de l'agenda de sécurité économique. Et cet agenda-là, qui est un agenda de protection, pas de protectionnisme, mais de protection, est devenu encore plus prioritaire. C'est pour ça, d'ailleurs, que nous avons soutenu il y a plusieurs mois la décision de la Commission européenne pour protéger, pour restaurer une juste concurrence pour nos véhicules électriques. C'est pour ça que nous avons beaucoup poussé pour prendre des mesures de sauvegarde sur l'acier, le secteur de l'acier étant un parfait exemple à la fois d'une compétition inégale de la Chine, mais aussi de beaucoup de volumes venant d'Asie du Sud-Est qui étaient redirigés vers le marché européen dans ce nouveau contexte. Mais nous souhaitons aller beaucoup plus loin en la matière. Et donc, nous sommes favorables à accélérer justement nos travaux sur la révision du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, qui doit devenir robuste, non contournable, préserver la compétitivité de nos exportations et de nos industriels. C'est pourquoi, au-delà de l'acier, nous souhaitons regarder dans tous les secteurs la nécessité d'aller de l'avant. C'est pourquoi aussi nous avons demandé que des enquêtes puissent être ouvertes pour regarder comment nous défendre de manière coordonnée. Et donc, il faut un agenda européen beaucoup plus uni en la matière. On a des instruments que l'on connaît, en particulier dans la coercition.

Il faut ouvrir les enquêtes pour regarder cela et avoir une approche beaucoup plus systématique en matière de sécurité économique. À ce titre, on le voit bien d'ailleurs, on a des pratiques de coercition qui viennent là aussi des deux côtés. La décision récente chinoise sur les terres rares qui, d'ailleurs, depuis le mois d'avril dernier, impose des licences avec beaucoup d'attente de beaucoup d'industriels, on a plusieurs milliers d'industriels qui attendent leur licence depuis le mois d'avril, et aujourd'hui un durcissement de ces règles en réaction aux tarifs américains qui font que maintenant, ils peuvent imposer tout industriel qui produit en utilisant plus de 0,1 % de composants de terres rares venant de Chine. Ce mécanisme, c'est de la coercition économique. Et donc, face à ça, il faut qu'on ait une réponse. On voit l'impact que ça a sur nous. Il faut qu'on puisse apporter une réponse.

De la même manière, toutes les tentatives de déstabilisation de notre autonomie réglementaire sur le numérique et dans tous les domaines sont des pratiques coercitives auxquelles il faut pouvoir répondre. Et donc, sur ce domaine, nous avons une longue discussion et nous poussons beaucoup pour renforcer cet agenda de protection de notre Europe, de nos industriels. Et ça vaut dans tous les domaines, au-delà de ceux que j'ai évoqués. Beaucoup de nos PME, de nos PMI dans les secteurs industriels sont aujourd'hui bousculées par des produits chinois qui arrivent et qui sont complètement sous les seuils de rentabilité, ce qui est la caractéristique du dumping. Il faut donc pouvoir les protéger par des mesures rapides et efficaces.

Et puis, c'est ce que nous voyons aussi dans tous nos pays, avec ce qu'on appelle les petits colis. La France le traite dans ses textes budgétaires à venir. Nous avons, avec quelques autres, pris des premières mesures pour imposer des taxations. En France, en 2024, il y a eu 800 millions de petits colis. À l'échelle de l'Europe, plus de 4,5 milliards de petits colis. Ces petits colis sont sous le seuil de minimis, c'est-à-dire, encore aujourd'hui, ils sont hors de toute taxe, de toute régulation et ils viennent concurrencer vos commerces de centre-ville. Vous voyez, dans beaucoup de nos villages, de nos petites villes, ces commerces s'effondrent parce qu'on a de plus en plus de nos compatriotes qui achètent directement. C'est complètement contraire à nos objectifs de décarbonation. On fait venir des choses qu'on a achetées au coin de la rue du bout du monde, et ça tue complètement notre tissu commercial et notre tissu de production européen. Et donc, face à ça, d'abord, on a, nous, des mécanismes de redevance qu'on va mettre en place en avance de phase avec plusieurs autres pays européens. On a besoin de mettre en place des tarifs de manière évidente, de manière beaucoup plus rapide. C'est à l'échelle européenne qu'il faut le faire, et c'est ce que j'ai là aussi demandé lors de ce conseil.

Et puis, nous sommes revenus aussi sur la compatibilité, l'articulation de nos objectifs climatiques, de notre ambition climatique avec ce contexte. Et ce que nous devons continuer de poursuivre, vous m'avez entendu plusieurs fois ici le rappeler, c'est au fond un objectif de compétitivité, de souveraineté et de respect de nos engagements sur le changement climatique. Et les trois sont réconciliables si on les fait de manière proportionnée et avec la bonne articulation. On a eu donc un long débat sur l'objectif climatique intermédiaire pour 2040, qui préserve notre compétitivité et nous permet d'être sur la trajectoire de la neutralité carbone.

Et donc, outre les conditions sur la compétitivité, nous avons pris un accord sur les éléments à prendre en compte dans la révision de la loi climat pour 2040 : reconnaître d'abord les incertitudes liées aux capacités d'absorption des flux de carbone naturels et technologiques, avec une clause de révision en 2030. Pourquoi ? Parce que, je ne veux pas être trop technique, mais entre l'objectif de réduction brute et net, ces flux de carbone jouent un rôle très important et il s'avère que les chiffres qu'on avait jusqu'alors se sont beaucoup dégradés. Nos forêts absorbent moins de carbone qu'avant. C'est un constat scientifique qui est établi. Il faut qu'on puisse prendre en compte cette évolution quand on parle d'un objectif. Deuxième chose, c'est revoir le partage de l'effort de réduction des émissions entre États membres en suivant un principe coût-efficacité pour la compétitivité. Troisième point, c'est la possibilité, comme le prévoit l'accord de Paris, de recourir à des flexibilités, en particulier les crédits carbone internationaux de haute qualité, jusqu'à 5 %, et enfin d'assurer le respect de la neutralité technologique à l'égard de toutes les énergies bas-carbone, nucléaires comme renouvelables.

Ces critères-là permettent d'avoir, pour nous, une stratégie française qui est totalement compatible avec les objectifs pour 2040 que nous avons au niveau européen, et avec les éléments que je viens de vous dire, sont compatibles avec nos objectifs de compétitivité. C'est aussi ce qui nous a permis d'articuler une position commune sur des secteurs stratégiques comme le secteur automobile, qui sont au cœur de nos ambitions stratégiques. Nous partageons une volonté, là aussi, de défendre nos objectifs, mais de défendre notre compétitivité européenne, avec une obligation de verdissement des flottes d'entreprises, ce qui permet de créer un choc d'offre en la matière, d'introduire dans le règlement de la réduction des émissions de CO2 un taux minimal de valeur européenne et une liste de composants critiques locaux, préférences européennes, contenus européens, mais de réintroduire aussi des flexibilités pour atteindre l'objectif de 2035, ce qui met dans nos textes que nous avons décidés en franco-allemand à la fin du mois d'août dernier, qui est cette neutralité technologique à laquelle nous croyons. Ces travaux vont évidemment se poursuivre au Conseil, tant sur la révision de la loi climat qu'en vue de la COP de Belém, pour que l'Union européenne puisse présenter son ambition de réduction d'émissions dans sa contribution attendue.

Enfin, tout dernier point qui a été évoqué dans ce Conseil sur lequel je veux revenir et qui est lié au sujet numérique que j'évoquais tout rapidement, c'est la protection des mineurs en ligne. Nous avons commencé à bâtir une coalition de partenaires et avec la Grèce, l'Espagne, Chypre, la Slovénie, le Danemark, nous avons dit notre volonté à la Commission d'avancer à titre national sur un âge en deçà duquel les mineurs ne pourront plus accéder aux réseaux sociaux. Avec la directive que nous avons prise, notre acte sur les services numériques, il est possible d'obliger les plateformes à vérifier l'âge des utilisateurs. Nous sommes en train d'avancer sur les solutions techniques pour le faire. Et nous allons essayer de faire converger tout le monde vers une majorité numérique au niveau européen pour mieux protéger nos enfants. C'est un travail qu'on a préparé depuis plusieurs mois. On a cette première coalition. Notre objectif dans les prochaines semaines va être de rassembler le maximum de partenaires européens pour mettre en œuvre cette décision.

Voilà, mesdames et messieurs. Je vais maintenant répondre à vos questions.

Journaliste

Je crois que les États membres, à commencer par la France, n'ont plus beaucoup de moyens financiers pour aider l'Ukraine. Le budget européen lui-même est en bout de course, il n'y a pas beaucoup de moyens non plus. Donc, on avait pu comprendre que l'utilisation des actifs de la banque centrale russe qui sont immobilisés était à peu près la seule solution crédible pour aider de manière forte l'Ukraine pendant les deux prochaines années. Ce soir, en tout cas, cette solution n'a pas été retenue. Est-ce qu'elle est définitivement enterrée ? Est-ce qu'elle peut survivre à la réunion de ce soir ? Et si ce n'est pas le cas, est-ce qu'il y a d'autres options possibles pour continuer à aider l'Ukraine ? Et concrètement, lesquelles ? Quelle piste faut-il suivre ?

Emmanuel MACRON

Alors, d'abord, nous avons déjà des programmes de soutien, d'ailleurs certains étant financés par le gage que nous avons pris sur les revenus de ces actifs gelés que nous avons mis dans le fameux programme ERA. Donc, on a encore ces voies et moyens. L'objectif qui est le nôtre, c'est de donner encore plus de visibilité dans un moment où il y a des incertitudes sur le soutien budgétaire d'autres partenaires. Le constat que vous venez de faire à grands traits est juste. Et donc je pense que c'est quand même autour de ces solutions techniques qu'on a la principale source de financement à ce niveau. La discussion de ce soir n'a pas enterré la proposition qui a été faite par la Commission. Elle a simplement permis d'exprimer des questions techniques qu'il faut pouvoir lever. Et nous connaissons ces questions techniques. Juste pour clarifier un point, dans la solution de la Commission, il n'était pas proposé, à aucun moment proposé, de saisir les actifs du système européen, mais par un système, si je puis dire, de transfert, de prendre les ressources qui sont en face de ces actifs gelés et de pouvoir, sur cette base, émettre avec la garantie soit de l'Union européenne et du budget européen dans les deux années qui viennent, puis du budget que nous allons bâtir, soit aussi de manière mixte des États membres.

La question était encore en suspens. Mais donc, en aucun cas, on ne saisissait les actifs gelés, ce qui faisait que cette solution était compatible avec le droit international sur ce sujet. Et nous y tenons beaucoup parce qu'il en va de la crédibilité des Européens et de l'attractivité de la zone euro. On ne peut pas se comporter de manière non conforme au droit international, et je le redis ici, pour tous nos partenaires financiers. Et donc cette solution pose des vraies questions juridiques qui ont été soulevées par Euroclear au gouvernement belge. Elle pose des questions de partage du risque, elle pose des questions de résolution du conflit à la fin. Qu'est-ce qu'on fait de ces actifs dans une résolution ? S'il y a une issue préalable et que d'autres ont décidé que ces actifs étaient rendus, qu'est-ce qu'on fait à ce moment-là des garanties ? Autant de questions légitimes qu'il faut régler techniquement. Et donc, je crois qu'il faut le faire avec beaucoup de méthode et de calme. Et donc, c'est ce qui sera fait dans les semaines à venir. Mais je considère pour ma part que ça reste la famille d'options centrales pour donner cette visibilité au gouvernement ukrainien et à la nation ukrainienne. Voilà. C'est ce travail qui va maintenant être conduit avec les gouvernements, la Commission et aussi Euroclear.

Journaliste

Bonjour, Monsieur le Président. Les États-Unis, comme vous l'avez dit, ont décidé de sanctionner deux entreprises russes d'hydrocarbures. Vous parlez d'une action dans la bonne direction. Est-ce qu'il s'agit d'un tournant pour le président américain qui a eu des relations de va-et-vient avec Vladimir Poutine ? Ou est-ce que vous allez plus loin et vous lui demandez de livrer des missiles Tomahawk aux Ukrainiens ? Et une deuxième question sur le Mercosur. On entend que le chancelier allemand Friedrich Merz dit qu'il y a un accord maintenant sur le Mercosur à 27 et qu'on s'achemine vers une ratification le mois prochain. Quelle est votre réaction ?

Emmanuel MACRON

Merci. Sur la question du Mercosur, nous, la position est claire. Le travail continue en vue, et on a toujours dit, de pouvoir finaliser. Mais je remercie la Commission qui vraiment respecte les engagements qu'elle a tenus à notre égard. Mais on a les clauses de sauvegarde, on a le renforcement des contrôles douaniers, on a les soutiens à l'élevage, on a beaucoup de mesures d'accompagnement, ici aussi, d'un meilleur contrôle des produits sanitaires et phytosanitaires qui entrent sur notre sol, qui sont en train d'être mis en œuvre. Et donc, on attend la finalisation de tout cela. Puis, on attend aussi la notification au pays du Mercosur de ces mesures de sauvegarde et de cet accompagnement indispensable qu'on a demandé pour améliorer l'accord.

Et donc, les prochaines semaines nous permettront de vous répondre de manière définitive. Aujourd'hui, le gouvernement français, comme les autres d'ailleurs, attend ces réponses. Mais tout ça va dans le bon sens pour protéger les secteurs qui sont les plus exposés et aussi protéger les consommateurs européens. Et c'est un peu toujours la même philosophie que celle qu'on décrit depuis tout à l'heure, c'est d'avoir une juste concurrence. Sur la question ukrainienne et ce que vous avez évoqué, je pense que c'est un tournant ce qui vient de se passer. Les États-Unis d'Amérique ont décidé des sanctions massives sur les deux principaux acteurs de l'exportation de pétrole russe. Jusqu'à présent, les États-Unis s'y étaient refusés. Et donc c'est un coût massif qui est porté au financement de l'effort de guerre de la Russie, alors même, nous le savons, que pour la première fois depuis le début de ce conflit, l'économie russe commence à souffrir bien davantage. Je pense que c'est un véritable tournant qui, combiné aux sanctions que nous venons de prendre, à la pression qui a été mise aussi sur plusieurs autres acteurs, va porter ses effets. Sur les livraisons d'armes, j'ai toujours considéré que c'était des décisions souveraines, et je pense qu'on est plus efficaces quand on ne met pas la pression par voie de presse. Et donc je pense qu'il y a eu des échanges importants entre le président Zelensky et le président Trump, et chacun sait ce qu'il doit faire pour avoir les résultats qui sont recherchés. Nous, ce que nous voulons, c'est simple, c'est que l'Ukraine puisse résister, améliorer sa position pour bâtir une paix robuste et durable, et ne jamais tomber dans une escalade.

Journaliste

Bonjour, vous avez expliqué considérer l'utilisation de l'instrument anti-coercition contre la Chine. Quelles pourraient être les premières étapes de cette mesure ? Et quel accueil votre proposition a reçu de la part de nos partenaires européens, en particulier de l'Allemagne ? Deuxième question, sur l'échéance 2035 pour la fin des moteurs thermiques, est-ce que cette date est intouchable ou est-ce qu'elle pourrait être susceptible d'évoluer ? Merci beaucoup.

Emmanuel MACRON

Merci. Sur la question de la Chine, d'abord, nous avons toujours une position constante. Nous ne sommes pas dans la confrontation, nous ne sommes pas pour découpler nos économies, on est pour réduire nos dépendances. Et nous sommes pour engager un dialogue stratégique qui permette de traiter ces déséquilibres mondiaux qu'on est en train de subir. Il y a simplement une accélération, et dans beaucoup de secteurs, c'est la possibilité même des Européens d'avoir une production autonome qui est aujourd'hui questionnée. Donc personne ne peut ignorer cela. En mettant les chiffres sur la table, ce que j'ai invité la Commission à faire, ce que je vous ai invité à faire, c'est 1), d'avoir une approche unie, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. 2), d'ouvrir l'enquête. On n'est pas à tout de suite avoir des mesures, mais d'ouvrir l'enquête pour objectiver cela. Et 3), d'engager une discussion stratégique respectueuse, mais exigeante avec la Chine.

C'est dans cet esprit-là que je compte moi-même engager les débats, mais je veux le faire de manière coordonnée avec mes partenaires européens, avec la Commission européenne. Sinon, qu'est-ce qui se passe ? On nous divise. On dit à l'un, tu auras une usine ici, à l'autre, tu auras tel accès à mon marché, et on n'utilise pas ce que nous savons de ces dernières années. Nous sommes une puissance commerciale, et donc il faut qu'on arrive à organiser ce que vaut l'accès à ce marché de 450 millions d'habitants qu'est l'Union européenne. Donc, c'est l'ouverture des travaux et c'est l'unification de notre agenda. Là-dessus, chacun a écouté, je ne crois pas, plusieurs se sont exprimés, vous parlez du chancelier allemand, il a été extrêmement vocal sur la question des petits colis pour dire que c'était inacceptable et qu'il fallait réagir vite. Donc, il y a un alignement de vues et nous avons tous soutenu le paquet sur la l'Asie.

Sur la question de véhicules, nous devons garder, au fond, 3 choses. Toujours dans le même objectif : compétitivité, souveraineté, climat. L'objectif de 2035, il est bon, parce qu'il aligne les acteurs vers un même objectif, il incite à changer les pratiques et il crédibilise les investissements faits. Soyons clairs. Si demain, on abandonne l'objectif de 2035, oubliez les usines de batteries électriques européennes. Moi, je me souviens, il y a 8 ans, quand j'arrivais en responsabilité, il n'y avait pas une usine de batteries électriques en Europe, pas une. On a maintenant des gigafactories partout en Europe. Pourquoi ? Parce qu'on a dit : on va produire, on va décider d'y aller, on va gagner en autonomie et on va créer un marché. Ça fonctionne. Si on lâche cette affaire, on détricote tout ce qu'on a fait sur les batteries électriques. Aujourd'hui, on refait des R5 en France à Douai, on refait des R4 à Maubeuge parce que c'est électrique. Abandonner l'objectif électrique, je peux vous dire qu'on n'en fera pas en thermique. Donc, il faut qu'on soit cohérents. Les gens ne voient pas ce changement en train de se faire. Et ce scepticisme qu'on a sur ce sujet, c'est celui que j'entendais il y a 7 ans quand on disait, n'allons pas trop vite, on dépend des autres.

On est dans cette situation parce que les Chinois sont allés beaucoup plus vite que nous. Donc, il faut garder un objectif de 2035. Mais 2), il faut qu'on soit intelligents. On veut garder nos emplois et développer. Il ne faut pas que ce soit un couperet qui tombe de manière complètement aveugle. Ce qu'on veut, c'est décarboner notre industrie automobile au maximum pour 2035. Donc, on doit garder l'effet signal qui nous a permis de tirer, de transformer sur l'électrique, mais il faut ouvrir des flexibilités avec plus de neutralité technologique. Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire qu'on a peut-être d'autres solutions qui vont nous permettre de réduire massivement les émissions de CO2, qui vont permettre de préserver davantage d'emplois et de capacités industrielles en Europe, et qui sont très efficaces aussi. Je ne sais pas le dire, vous ne savez pas le dire, ça dépend des innovations dans les années à venir, et donc il faut laisser ces flexibilités, c'est ça qu'on rouvre, et qui permettront à l'industrie automobile, avec le même objectif final, mais d'avoir peut-être d'autres solutions que le tout électrique. 3), si on fait ces flexibilités, ce qui est très important, c'est de défendre le contenu européen. Parce qu'il faut faire attention à la division qu'il peut y avoir parfois entre nos constructeurs automobiles et leurs sous-traitants. Je ne vais pas vous dire, moi, je vais vous construire un véhicule européen qui respectera vos normes, mais d'aller continuer à faire le sourcing en Chine. Et c'est exactement ce qui s'est passé quand on a mis nos tarifs sur les véhicules électriques chinois, il y a plusieurs mois de ça. On l'a fait pour de très bonnes raisons. Il n'y avait pas une concurrence loyale. On avait des producteurs chinois qui arrivaient sur notre marché, ils étaient surfinancés, du coup, ils arrivaient en dessous du prix de revenu. On a corrigé. Mais si on ne corrige pas pour toute la chaîne de valeur, on crée des tas d'effets de report. Et pourquoi ce n'est pas bon ? On détruit de l'emploi de manière immédiate chez nous, mais on recrée des dépendances pour demain. Et donc demain, on a quelqu'un qui a l'interrupteur et qui peut décider d'un seul coup de coup. Donc il faut garder l'objectif de 2035, mettre de la neutralité technologique et donc de la flexibilité, et défendre un contenu européen et une préférence européenne.

Journaliste

Monsieur le Président, avant ce Conseil européen, vous avez assisté à un conseil des ministres depuis Bruxelles pour la suspension de la réforme des retraites par lettre rectificative. Malgré cela, les socialistes font toujours planer la menace de la censure, y compris ce soir par leur président de groupe. Tout le monde veut faire monter les enchères. Est-ce que vous croyez encore dans la capacité et aussi la responsabilité à la fois du gouvernement et des oppositions de faire adopter ce budget et d'éviter la censure alors que le débat commence demain dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale ?

Emmanuel MACRON

Bien sûr. Écoutez, nous sommes là à Bruxelles. Je préside, le Gouvernement gouverne, le Parlement légifère, et c'est bien ainsi. Et après, je pense que chacun doit prendre ses responsabilités. Le Premier ministre a été très clair, il a dit des choses claires, il a fait ce qu'il a dit. Je pense que chacun doit maintenant le faire en ayant en tête une chose, c'est l'intérêt du pays. Regardez tous les débats qu'on a eu tout à l'heure ensemble. On parle de la guerre en Europe et comment financer l'Ukraine face à ce défi. On parle de la concurrence chinoise qui peut détruire, qui est en train de bousculer une partie de nos économies. Là aussi, il faut parfois re-synchroniser nos débats. Si l'on veut défendre l'intérêt des Français et nos économies, il faut que la discussion redevienne un peu la même. Je le dis pour défendre nos emplois.

Journaliste

Thank you so much. Mister Président, my question is about middle east. The Iraqi elections are taking place soon. Do you expect this election will be different from the far ? What do you expect from the leaders of Iraq after the elections ? And the next question : are you following the dialogues between the SDF and the Syrian government ? Thank you so much.

Emmanuel MACRON

I will never interfere in an election in a third country, but I have a lot of affection for Iraq. And I think the Prime Minister delivered a great agenda for his country. And as you know, we are a great supporter of the Iraqi sovereignty. And I think in this moment of destabilization in the whole region, the stabilisation of Irak, the full respect of the Iraqi sovereignty, is a very important pillar. As for the agreement between the Syrian Democratic Forces and the Syrian government, I think this is a very important step forward and an important move towards unity of Syria. And as for Syria, our objective is the same from the very beginning, unity and sovereignty. And I think it's very important that president al-Charaa respect all the components of Syrian civil society and tries to engage with all the different parties. The Syrian Democratic Forces played a very important role to fight against terrorist groups, and it's very important to build this reconciliation in order to strengthen the unity of the nation.

Journalist

Thank you. I do plan to visit Iraq this year ?

Emmanuel MACRON

I hope. Merci beaucoup.

Journaliste

Concernant l'objectif climat 2040, quel est l'importance de cet objectif pour vous ?

Emmanuel MACRON

C'est ce que j'ai dit tout à l'heure. Moi, je ne veux pas lâcher dans cette période nos objectifs. Je pense qu'on y met des flexibilités technologiques parce que les choses avancent. On doit y mettre plus de mesures de protection parce qu'aussi, on est concurrencés par tout le monde. Mais je veux garder cette ligne et je pense qu'elle est aussi porteuse par l'innovation des capacités de création d'emplois. Et l'exemple que je donnais tout à l'heure sur les batteries électriques ou les véhicules électriques est un point important. Et donc je pense qu'aujourd'hui, l'Europe doit rester un continent de cohérence. Elle doit beaucoup mieux se protéger, elle doit aller plus vite dans son adaptation, elle doit aller plus vite sur l'agenda de sécurité économique, elle doit aller plus vite sur la compétitivité, mais elle ne doit pas renoncer à ses objectifs. Et d'ailleurs, quand on regarde la concurrence que nous avons à l'égard de la Chine, les difficultés qu'on a, ce n'est pas parce qu'on a une Chine qui a renoncé au changement climatique. Au contraire, c'est qu'elle a été beaucoup plus vite pour bâtir des solutions technologiques d'origine, et que nous, nous avons été souvent trop lents. L'exemple de la Chine est un très bon exemple. L'autre exemple que je citais tout à l'heure, c'est quand on regarde aujourd'hui les problèmes énergétiques qu'on a en Europe, ce n'est pas un problème qui est lié au changement climatique, c'est une crise énergétique qu'on a subie liée à la guerre d'agression russe en Ukraine, qui était liée à notre trop grande dépendance à l'égard de fossiles que nous ne produisons pas, et qui a créé d'un seul coup un choc de prix qu'on subit.

Et donc l'agenda de décarbonation de nos économies, c'est aussi un agenda de souveraineté et de compétitivité, parce que le jour où on sera beaucoup plus dépendants, avec plus de nucléaire, plus de renouvelables et des grilles mieux intégrées, on paiera une énergie beaucoup moins chère. Donc, il faut rester cohérent sur cet agenda. Merci beaucoup, mesdames et messieurs. Bon courage et bonne nuit.